

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Mars 2002 : déficit budgétaire de 4,9 milliards de dollars

Le gouvernement a accusé un déficit budgétaire de 4,9 milliards de dollars en mars 2002, en hausse de 2,4 milliards par rapport au déficit de 2,5 milliards déclaré en mars 2001. L'augmentation d'une année sur l'autre reflète surtout le calendrier des recettes et des paiements entre février et mars, qui a entraîné la surestimation de l'excédent de février 2002. D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont baissé de 1,3 milliard de dollars, surtout en raison du calendrier de réception des recettes d'impôt des sociétés, tandis que les dépenses de programmes ont augmenté de 1,9 milliard, en partie sous l'effet du calendrier de versement des prestations d'assurance emploi. Les frais de la dette publique ont baissé de 0,8 milliard de dollars.

D'avril 2001 à mars 2002 : excédent budgétaire de 9,8 milliards de dollars

L'excédent budgétaire a été estimé à 9,8 milliards de dollars pour la période d'avril 2001 à mars 2002, en baisse de 10,3 milliards par rapport à l'excédent de 20,1 milliards déclaré pour la même période en 2000-2001. La baisse de l'excédent enregistrée jusqu'à maintenant reflète en partie l'incidence continue des réductions d'impôt et des initiatives de dépenses annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000, ainsi que celles annoncées dans le budget de décembre 2001 et avant celui-ci. En outre, le ralentissement de l'économie en 2001 a eu une incidence sur la plupart des principales composantes des recettes et sur les prestations d'assurance-emploi, ce qui nuit aux résultats financiers globaux par rapport à la même période en 2000-2001.

Ces chiffres ne sont pas les résultats finaux de l'exercice 2001-2002. Les habituels rajustements comptables de fin d'exercice n'ont pas encore été annoncés. Conformément aux principes comptables du gouvernement, ces rajustements incorporent les augmentations des dépenses de programmes de manière à inclure les coûts des obligations engagées pendant l'exercice relativement auxquelles aucun paiement n'a été effectué en 2001-2002. Par exemple, les résultats finaux vérifiés pour 2000-2001 étaient de 17,1 milliards de dollars, tandis que l'excédent à la fin de mars 2001 était de 20,1 milliards. Cette année, les rajustements comptables de fin d'exercice pourraient être un peu plus importants que les exercices précédents. En effet, le profil mensuel des dépenses de programmes traduit la mise en œuvre de la nouvelle Stratégie d'information financière et, par rapport aux années précédentes, une plus grande partie des dépenses seront probablement comptabilisées en fin d'exercice.

Les résultats à ce jour dépassent quelque peu les prévisions effectuées au moment du dépôt du budget de décembre 2001, en raison de l'incidence des résultats économiques meilleurs que prévu enregistrés pour le quatrième trimestre de 2001, lesquels ont été maintenus au premier trimestre de 2002.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	mars		d'avril à mars	
	2001	2002	2000-2001	2001-2002
	(M\$)			
Opérations budgétaires				
Recettes	13 277	12 024	177 006	174 130
Dépenses de programmes	-12 201	-14 150	-115 542	-125 643
Solde de fonctionnement	1 076	-2 126	61 464	48 487
Frais de la dette publique	-3 564	-2 757	-41 412	-38 709
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-2 488	-4 883	20 052	9 778
Opérations non budgétaires	6 317	7 327	-485	-3 969
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	3 829	2 444	19 567	5 809
Opérations de change	-4 716	-732	-8 654	-1 849
Solde financier net	-887	1 712	10 913	3 960
Variation nette des emprunts	582	267	-10 682	-5 189
Variation nette de l'encaisse	-305	1 979	231	-1 229
Encaisse à la fin de la période			13 179	11 950

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Mars 2002 : résultats budgétaires

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont reculé de 1,3 milliard de dollars, soit 9,4 %. Toutes les principales composantes ont accusé des baisses, à l'exception des recettes d'impôt sur le revenu des particuliers.

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, soit 1,8 %, surtout en raison de la vigueur soutenue des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, neutralisée en partie par la hausse des remboursements liés à l'année d'imposition 2001 et par l'augmentation des prestations versées aux termes de la Prestation fiscale canadienne pour enfants en vertu d'initiatives budgétaires antérieures.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont régressé de 1,1 milliard de dollars, soit 45,8 %. Même si c'est en février que les sociétés dont l'année d'imposition prend fin le 31 décembre doivent régler leurs comptes, certains paiements sont reportés au début de mars. En février et en mars, les recettes ont baissé de 2,3 milliards de dollars en comparaison de la même période l'an

dernier, sous l'effet de la diminution des bénéfiques des sociétés en 2001 comparativement à 2000.

- Les recettes obtenues au titre des cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 3,5 %, résultat de la réduction des taux de cotisation (le taux des salariés en 2002 s'établit à 2,20 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables, comparativement à 2,25 \$ en 2001).
- Les recettes perçues au titre des droits et des taxes d'accise ont baissé de 0,1 milliard de dollars, ou 2,5 %. Ce recul est principalement attribuable au calendrier de réception des recettes, celles de février 2002 ayant augmenté de 17,2 % d'une année sur l'autre. Toutes les composantes ont accusé des baisses, à l'exception des taxes de vente et d'accise. L'augmentation de ces dernières est attribuable à la hausse des taxes fédérales sur le tabac entrée en vigueur le 2 novembre 2001.
- Les recettes non fiscales ont baissé de 7,1 %, encore une fois en raison du calendrier de réception des recettes, alors que les recettes de février 2002 avaient augmenté de 13,3 % d'une année sur l'autre.

Tableau 2

Recettes budgétaires

	mars			d'avril à mars		
	2001	2002	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M\$)	(M\$)	(%)	(M\$)	(M\$)	(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	4 546	4 628	1,8	81 350	81 760	0,5
Impôt sur le revenu des sociétés	2 349	1 272	-45,8	27 619	24 637	-10,8
Autres	692	655	-5,3	4 216	4 038	-4,2
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 587	6 555	-13,6	113 185	110 435	-2,4
Cotisations d'assurance-emploi	1 839	1 774	-3,5	18 732	17 960	-4,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 619	1 582	-2,3	24 812	25 275	1,9
Droits de douane à l'importation	274	220	-19,7	2 791	2 979	6,7
Taxes de vente et d'accise	674	700	3,9	8 224	8 641	5,1
Total des taxes et droits d'accise	2 567	2 502	-2,5	35 827	36 895	3,0
Total des recettes fiscales	11 993	10 831	-9,7	167 744	165 290	-1,5
Recettes non fiscales	1 284	1 193	-7,1	9 262	8 840	-4,6
Total des recettes budgétaires	13 277	12 024	-9,4	177 006	174 130	-1,6

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 1,9 milliard de dollars, soit 16,0 %.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, soit 17,8 %. Les paiements de prestations d'assurance-emploi ont grimpé de 43,6 %, en partie en raison du calendrier des paiements entre février et mars. En février 2002, les prestations n'avaient augmenté que de 7,3 % – sous la barre des 10 % pour la première fois depuis mai 2001.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, soit 5,3 %. L'augmentation du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) découle de l'entente conclue par les premiers ministres en septembre 2000 afin de faire passer le financement de base de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les transferts aux particuliers et aux autres administrations,

ont augmenté de 1,3 milliard de dollars, soit 17,9 %. L'augmentation traduit surtout l'incidence de la mise en oeuvre de la Stratégie d'information financière, une plus grande partie des dépenses ayant été comptabilisées à la fin de l'exercice comparativement aux années précédentes.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont reculé de 0,8 milliard de dollars, soit 22,6 %, surtout en raison de rajustements liés aux mois antérieurs.

D'avril 2001 à mars 2002 : résultats budgétaires

Au cours de la période d'avril 2001 à mars 2002, l'excédent budgétaire a été estimé à 9,8 milliards de dollars, en baisse de 10,3 milliards par rapport à l'excédent de 20,1 milliards déclaré pour la même période en 2000-2001. Les dépenses de programmes ont augmenté de 10,1 milliards de dollars, alors que les recettes budgétaires baissaient de 2,9 milliards. Une diminution de 2,7 milliards des frais de la dette publique est venue atténuer l'incidence de ces facteurs sur le solde budgétaire.

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	mars			d'avril à mars		
	2001	2002	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 057	2 157	4,9	24 245	25 364	4,6
Prestations d'assurance-emploi	1 030	1 479	43,6	10 999	13 852	25,9
Allocation pour frais de chauffage				1 434		
Total	3 087	3 636	17,8	36 678	39 216	6,9
Autres ordres de gouvernement						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 125	1 442	28,2	13 500	17 300	28,1
Transferts fiscaux	907	713	-21,4	12 303	12 146	-1,3
Fonds pour les appareils médicaux				1 000		
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-206	-232	12,6	-2 466	-2 563	3,9
Total	1 826	1 923	5,3	24 337	26 883	10,5
Dépenses de programmes directes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	633	584	-7,7	1 232	1 298	5,4
Affaires étrangères	291	566	94,5	1 713	2 131	24,4
Santé	97	317	226,8	1 107	1 486	34,2
Développement des ressources humaines	363	165	-54,5	1 685	1 711	1,5
Affaires indiennes et du Nord	144	345	139,6	3 886	3 944	1,5
Industrie et développement régional	407	836	105,4	1 720	2 157	25,4
Anciens combattants	125	144	15,2	1 458	1 547	6,1
Autres	652	586	-10,1	2 635	3 009	14,2
Total	2 712	3 543	30,6	15 436	17 283	12,0
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	43	15	-65,1	902	981	8,8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	320	168	-47,5	1 990	1 923	-3,4
Autres	91	188	106,6	1 383	1 667	20,5
Total	454	371	-18,3	4 275	4 571	6,9
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	1 436	1 623	13,0	10 992	12 301	11,9
Ensemble des autres dépenses ministérielles	2 686	3 054	13,7	23 824	25 389	6,6
Total	4 122	4 677	13,5	34 816	37 690	8,3
Total des dépenses de programmes directes	7 288	8 591	17,9	54 527	59 544	9,2
Total des dépenses de programmes	12 201	14 150	16,0	115 542	125 643	8,7
Frais de la dette publique	3 564	2 757	-22,6	41 412	38 709	-6,5
Total des dépenses budgétaires	15 765	16 907	7,2	156 954	164 352	4,7
Poste pour mémoire :						
total des transferts	7 625	9 102	19,4	76 451	83 382	9,1

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des recettes budgétaires :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté légèrement, la hausse des versements finaux d'impôt reçus en avril et en mai 2001 à l'égard de l'année d'imposition 2000, l'effet des rajustements pour années antérieures sur les résultats d'octobre 2000 et l'augmentation du revenu imposé attribuable à la croissance de l'emploi et des traitements et salaires moyens en 2001, ayant été largement neutralisés par l'incidence des mesures de réduction d'impôt annoncées dans le budget de février 2000, l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 et les budgets antérieurs.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont régressé de 3,0 milliards de dollars, soit 10,8 %, sous l'effet de la baisse des bénéfices des sociétés et de la réduction des taux d'imposition.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont fléchi de 4,1 %, l'incidence des rajustements pour années antérieures, qui ont influé sur les résultats d'octobre 2000, jumelée à la réduction des taux de cotisation, ayant plus que neutralisé la croissance du nombre de salariés, qui versent donc des cotisations.
- Les recettes obtenues au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 3,0 %. Les recettes de la taxe sur les produits et services ont progressé de 1,9 %, en grande partie en fonction de l'augmentation de la demande au pays, les droits de douane à l'importation ont grimpé de 6,7 %, et les taxes de vente et d'accise ont augmenté de 5,1 %, en raison principalement de la hausse des taxes d'accise sur le tabac.
- Les recettes non fiscales ont diminué de 4,6 %, en raison surtout de la baisse des taux d'intérêt.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des dépenses de programmes :

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 6,9 % en raison de la hausse des prestations versées aux aînés et des prestations d'assurance-emploi. La progression des prestations aux aînés traduit l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et la hausse du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation. L'augmentation des prestations

d'assurance-emploi est principalement attribuable à l'effet des améliorations apportées au programme, de même qu'à une augmentation du nombre de bénéficiaires. L'incidence nette de ces augmentations a été atténuée par l'allocation pour frais de chauffage versée en janvier 2001.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 10,5 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète l'entente conclue en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de porter le financement de base de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. La hausse globale de cette composante a été atténuée par le paiement spécial de 1 milliard de dollars au Fonds pour les appareils médicaux en 2000-2001 et par une baisse des transferts fiscaux, les données pour 2000-2001 comprenant le passif qui se rapporte à l'abolition du plafond de la péréquation en 1999-2000.
- Les dépenses de programmes directes ont augmenté de 9,2 %, en grande partie en raison des initiatives annoncées dans le budget de décembre 2001, notamment les mesures visant à accroître la sécurité des personnes et la sécurité économique.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 2,7 milliards de dollars, traduisant la baisse de l'encours de la dette portant intérêt et celle du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Ressources financières de 5,8 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril 2001 à mars 2002

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances,

La revue financière

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	mars		d'avril à mars	
	2001	2002	2000-2001	2001-2002
	(M\$)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-2 488	-4 883	20 052	9 778
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	99	371	504	923
Autres	-87	-111	-976	-1 268
Total	12	260	-472	-345
Comptes à des fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	578	1 053	192	365
Comptes de pension de retraite	-24	-249	1 346	-1 976
Autres	8	5	117	201
Total	562	809	1 655	-1 410
Autres opérations	5 743	6 258	-1 668	-2 214
Total des opérations non budgétaires	6 317	7 327	-485	-3 969
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	3 829	2 444	19 567	5 809
Opérations de change	-4 716	-732	-8 654	-1 849
Solde financier net	-887	1 712	10 913	3 960

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	mars		d'avril à mars	
	2001	2002	2000-2001	2001-2002
	(M\$)			
Solde financier net	-887	1 712	10 913	3 960
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-9 694	916	700	-1 598
Bons du Trésor	7 000	-200	-11 150	5 500
Obligations d'épargne du Canada	18	-16	-736	-2 886
Autres	-17	-20	-79	-83
Total	-2 693	680	-11 265	933
Payables en devises				
Obligations négociables	3 003	218	-1 164	-1 358
Billets et prêts	-1 385	0	0	-514
Bons du Canada	1 094	-584	1 220	-3 872
Billets du Canada	563	-47	527	-378
Total	3 275	-413	583	-6 122
Variation nette des emprunts	582	267	-10 682	-5 189
Variation de l'encaisse	-305	1 979	231	-1 229

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2001	31 mars 2002	variation
		(M\$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	43 644	38 270	-5 374
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 185	127 209	-1 976
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 391	6 756	365
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 253	7 454	201
Total des régimes de retraite et autres comptes	142 829	141 419	-1 410
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 973	293 375	-1 598
Bons du Trésor	88 700	94 200	5 500
Obligations d'épargne du Canada	26 099	23 213	-2 886
Autres	3 473	3 391	-82
Total partiel	413 245	414 180	935
Payable en devises	33 158	27 036	-6 122
Total de la dette non échue	446 403	441 215	-5 188
Total de la dette portant intérêt	589 232	582 634	-6 598
Total du passif	632 876	620 904	-11 973
Actif			
Encaisse et débiteurs	19 186	14 796	-4 390
Comptes d'opérations de change	50 270	52 119	1 849
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	16 042	16 387	345
Total de l'actif	85 498	83 303	-2 196
Déficit accumulé (dette publique nette)	547 378	537 601	-9 778

aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 4,0 milliards de dollars d'avril 2001 à mars 2002, comparativement à des besoins nets de 0,5 milliard pour la période correspondante de 2000-2001. L'augmentation observée jusqu'ici est largement attribuable aux transferts des actifs de régimes de retraite applicables aux sociétés d'État qui établissent leurs propres régimes de retraite.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 9,8 milliards de dollars et des besoins nets de 4,0 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, des ressources financières (opérations de change exclues) de 5,8 milliards de dollars ont été dégagées d'avril 2001 à mars 2002, comparativement à des ressources de 19,6 milliards pour la période correspondante de 2000-2001.

Ressources financières nettes de 4,0 milliards de dollars d'avril 2001 à mars 2002

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars

canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, la période d'avril 2001 à mars 2002 a été marquée par des besoins nets de 1,8 milliard de dollars, comparativement à des besoins nets de 8,7 milliards pour la même période de 2000-2001.

Avec un excédent budgétaire de 9,8 milliards de dollars, des besoins nets de 4,0 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 1,8 milliard au titre des opérations de change, des ressources financières nettes de 4,0 milliards de dollars ont été dégagées pour la période d'avril 2001 à mars 2002, comparativement à des ressources nettes de 10,9 milliards pendant la période correspondante de 2000-2001.

Les emprunts nets en baisse de 5,2 milliards de dollars d'avril 2001 à mars 2002

En 2001-2002, le gouvernement a retranché 5,2 milliards de dollars de sa dette contractée sur les marchés en y appliquant les ressources financières nettes de 4,0 milliards et au moyen d'une mise à disposition de 1,2 milliard de ses soldes de caisse. Le niveau des soldes de caisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, dont l'échéance périodique des grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement sur une base mensuelle. À la fin de mars 2002, ces soldes s'établissaient à 12,0 milliards de dollars.

